



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

fonctionnement

Question au Gouvernement n° 2618

Texte de la question

PLANS D'AUSTÉRITÉ ET PRÉSIDENTE FRANÇAISE DU G20

M. le président. La parole est à M. François Asensi, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. François Asensi. Monsieur le Premier ministre, vous proclamez la sortie de crise.

Assurément, puisque la spéculation est repartie de plus belle, avec 1000 milliards de dollars joués chaque jour en Bourse. Assurément, puisque le CAC 40 a reconstitué un bas de laine de 146 milliards d'euros en multipliant les licenciements et en gelant les salaires. Molex illustre la face délinquante de cette économie prédatrice. Mais les peuples de France et d'Europe ne connaissent que l'aggravation de la précarité, un chômage de masse et l'insécurité sociale.

Le mal est profond. La capitulation des États devant les marchés financiers s'accroît, dans le sillage du FMI, et la loi de finances pour 2011 vient conforter ce renoncement.

La parodie démocratique du traité de Lisbonne avait gravé dans le marbre la concurrence libre et non faussée. Le projet annoncé de révision du traité bafouera à nouveau la souveraineté populaire pour poursuivre l'inacceptable dissolution de l'État-providence, des systèmes de retraites et des services publics.

Mais de Lisbonne à Athènes, des millions d'Européens entrent en résistance contre les plans d'ultra-austérité. Vous n'avez pas compris qu'au-delà des retraites s'exprimait une lame de fond citoyenne refusant l'économie "casino" et une société injuste.

Dans quelques jours, la France présidera le G20, sans aucun mandat du Parlement. La représentation nationale doit impérativement en débattre.

Quelle sera la feuille de route du Gouvernement ? Accompagner la guerre sociale imposée par les agences de notation et les spéculateurs ou mettre, enfin, la finance au pas ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur quelques bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. François Baroin, ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État.

M. François Baroin, *ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État*. Monsieur le député, votre question me permet de rappeler l'esprit, l'architecture et la construction du projet de loi de finances pour 2011. Contrairement à ce que vous dites, ce budget n'a rien à voir avec la situation de la Grèce, de l'Espagne, du Portugal, de l'Italie, voire de la Grande-Bretagne.

M. Jean-Pierre Brard. Sans oublier l'Irlande !

M. François Baroin, *ministre du budget*. L'équilibre du budget pour l'année prochaine repose d'une part sur notre volonté de protéger notre modèle social (*Exclamations sur les bancs du groupe GDR*), auquel nous sommes autant que vous attachés, et d'autre part sur la volonté de réduire les déficits de 40 milliards d'euros pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés et respecter nos engagements vis-à-vis de nos partenaires européens : 40 milliards portés pour partie par la suppression des éléments du plan de relance ; pour partie par la relance de l'activité, car nous sommes en sortie de crise ;...

M. Maxime Gremetz. Avec l'augmentation du nombre des chômeurs ?

M. François Baroin, *ministre du budget*. ...pour partie par un effort partagé entre les entreprises et les ménages. Cette ligne directrice servira de fil d'Ariane pour la construction de la position française dans les grandes organisations internationales, au premier rang desquelles le G20.

En effet, la question des déficits n'est pas une question franco-française, ni même européenne. C'est désormais une question mondiale. Et lorsque l'on voit le président des États-Unis lui-même interpeller la société américaine au sujet de la menace que fait peser sur les générations futures ce niveau de déficit exorbitant, c'est dire que cette question sera au coeur des discussions du G20 : comment protéger l'avenir en réduisant nos déficits sans altérer un modèle de protection sociale auquel notre pays est profondément attaché ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

>

Données clés

Auteur : [M. François Asensi](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (11^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2618

Rubrique : Marchés financiers

Ministère interrogé : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Ministère attributaire : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 novembre 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 3 novembre 2010